

RÈGLEMENT DU MANDAT D'ARBITRAGE (« GESTION PILOTÉE »)



MANDAT D'ARBITRAGE ÉLIGIBLE SUR LES CONTRATS :

- Croissance Avenir ◆ Contrat d'assurance-vie de groupe de type multisupport
- Croissance Avenir Capitalisation ◆ Contrat de capitalisation de groupe de type multisupport
- Croissance Vie avenanté ◆ Contrat d'assurance-vie individuel de type multisupport
- Croissance Capitalisation avenanté ◆ Contrat de capitalisation individuel de type multisupport

Le mandat d'arbitrage (« gestion pilotée ») est souscrit entre :

- L'adhérent/souscripteur (et co-adhérent / souscripteur éventuel),
ci-après dénommé « l'adhérent/souscripteur » et
- SURAVENIR, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital entièrement libéré de 440 000 000 €, régie par le Code des assurances, dont le siège social est situé, 232 rue Général Paulet BP 103 - 29802 Brest Cedex 09, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le numéro 330 033 127, représentée par Monsieur Bernard LE BRAS en qualité de Président du Directoire, dûment habilité aux fins des présentes,
ci-après dénommé « le Mandataire » ou « Suravenir »

1. OBJET DU MANDAT

Dans le cadre des contrats Croissance Avenir, Croissance Avenir Capitalisation, Croissance Vie avenanté et Croissance Capitalisation avenanté, l'adhérent/souscripteur donne mandat à Suravenir qui l'accepte, d'effectuer en son nom et pour son compte, sans avoir à le consulter au préalable et, conformément au profil de gestion choisi :

- la sélection des supports d'investissement référencés dans le contrat sur lesquels chaque versement, libre ou programmé, effectué sur son contrat sera investi
 - la modification de la répartition entre les différents supports d'investissement, dénommée « arbitrage »
- Les autres opérations attachées au contrat restent du ressort exclusif de l'adhérent/souscripteur.

Dès lors que le mandat d'arbitrage (« gestion pilotée ») est souscrit sur le contrat, l'adhérent/souscripteur s'interdit de procéder, de sa propre initiative, à la sélection et aux arbitrages entre les supports d'investissement du contrat. En conséquence, Suravenir ne sera pas tenue d'exécuter les ordres d'arbitrage de l'adhérent/souscripteur qui viendraient à l'encontre de cette interdiction.

Afin de réaliser dans les meilleures conditions son mandat, Suravenir peut recourir aux conseils de société(s) de gestion ou conseil en investissement (CIF).

2. PÉRIMÈTRE DU MANDAT

A. SEUIL DE MISE EN PLACE DU MANDAT

La conclusion du mandat est subordonnée à la condition d'un encours minimum de 1000 € sur le contrat. À défaut de cet encours minimum, le mandat ne pourra entrer en vigueur.

B. PROFILS DE GESTION

Le contrat propose le choix entre 3 profils du mandat. Les profils sont composés :

- d'une part de fonds en euros Suravenir Rendement
- d'une part d'unités de compte parmi celles éligibles au mandat d'arbitrage (« gestion pilotée »).

Les profils sont de niveau de risque croissant, du moins risqué « Profil Prudent » au plus risqué « Profil Dynamique ».

Nom du profil	Part de fonds euros Suravenir Rendement dans l'allocation	Part d'Unités de compte dans l'allocation	Société de gestion ou conseil en investissement (CIF)
Profil Prudent	70 %	30 %	Carmignac Gestion
Profil Équilibré	40 %	60 %	Carmignac Gestion
Profil Dynamique	0 %	100 %	Carmignac Gestion

Les répartitions ci-dessus sont des cibles d'allocation de gestion. Elles sont susceptibles d'évoluer en fonction des fluctuations du marché, à l'intérieur d'une fourchette de +/- 10 %.

Les unités de compte ne garantissent pas le capital versé et sont soumises aux fluctuations des marchés financiers à la hausse comme à la baisse. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Le Mandataire se réserve la possibilité à tout moment d'ajouter ou supprimer des profils de mandat.

C. UNIVERS D'INVESTISSEMENT

La liste des supports d'investissement éligibles au mandat est indiquée dans la Présentation des supports d'investissement du contrat, placée à la fin de la Notice des contrats Croissance Avenir et Croissance Avenir Capitalisation. Cette liste est non figée et pourra être mise à jour en cours de vie du(des) contrat(s).

D. SEUIL D'ARBITRAGE RÉALISÉ AU TITRE DU MANDAT

Lors de la mise en place du mandat, l'encours du contrat est réparti entre les supports d'investissement correspondant au profil de gestion choisi par l'adhérent/souscripteur. À chaque modification de la répartition des supports du profil de gestion par le Mandataire, un montant minimum d'arbitrage de 20 euros sera exigé pour déclencher l'arbitrage sur le contrat. En dessous de ce seuil, la répartition entre les différents supports d'investissement du contrat de l'adhérent/souscripteur restera inchangée.

E. INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS LIÉES AU MANDAT

L'information sur chaque arbitrage réalisé au titre du Mandat sera communiquée à l'adhérent/souscripteur, par tout moyen prévu par le distributeur du contrat.

3. FRAIS DU MANDAT

Les frais annuels de gestion appliqués sur le contrat sont majorés de 0.20 % sur les unités de compte, soit 0.80 % au total.

4. OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 1992 du Code Civil, le Mandataire n'est pas tenu à une obligation de résultat mais de moyens. L'adhérent/souscripteur accepte expressément que la responsabilité du Mandataire soit appréciée dans le cadre de cette obligation de moyens notamment en ce qui concerne les résultats financiers consécutifs aux opérations de sélection des supports d'investissement et d'arbitrages.

L'adhérent/souscripteur reconnaît avoir pleine conscience des risques financiers inhérents à l'exécution des opérations faisant l'objet du mandat. Agissant dans le cadre d'une obligation de moyens, l'engagement du Mandataire ne porte pas sur la valeur des supports d'investissement dont les fluctuations à la hausse ou à la baisse sont supportées par l'adhérent/souscripteur, comme cela est rappelé dans les conditions contractuelles du(des) contrats.

Pendant la durée de vie du mandat, la sélection définie par le Mandataire et les demandes d'arbitrage devront s'inscrire dans un objectif de servir au mieux les intérêts de l'adhérent/souscripteur, en tenant compte du profil de gestion choisi, dans le respect des conditions contractuelles du contrat.

5. MISE EN PLACE, MODIFICATION, RÉSILIATION, DURÉE DU MANDAT

A. MISE EN PLACE

Le mandat peut être positionné à l'adhésion ou en cours de vie du contrat.

En cas de mise en place du mandat à l'adhésion, le mandat d'arbitrage (« gestion pilotée ») prend effet dès la prise d'effet du contrat.

En cours de vie du contrat, la mise en place du mandat d'arbitrage (« gestion pilotée ») prend effet au plus tard le 3^{ème} jour ouvré suivant la date de réception de la demande par Suravenir, sous réserve de la réception de l'ensemble des pièces justificatives et qu'aucun autre acte de gestion ne soit en cours de traitement sur le contrat.

Le Mandataire pourra le cas échéant surseoir à la prise d'effet du mandat notamment s'il s'avère que le profil de gestion choisi ne correspond pas aux objectifs et au profil de risque de l'adhérent/souscripteur.

À défaut de régularisation de la demande de mise en place de mandat d'arbitrage (« gestion pilotée ») conformément aux demandes du Mandataire, l'adhérent/souscripteur ne pourra valablement se prévaloir de l'engagement du Mandataire pour demander l'exécution du mandat.

B. MODIFICATION

• Par l'adhérent/souscripteur :

L'adhérent/souscripteur peut, à tout moment, demander une modification du profil de gestion. Pour cela, il remplit et signe un avenant au mandat afin de préciser le nouveau profil retenu parmi ceux décrits à l'article 2b.

La modification du profil de gestion prend effet au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant la date de réception de la demande par Suravenir, sous réserve de la réception de l'ensemble des pièces justificatives et qu'aucun autre acte de gestion ne soit en cours de traitement sur le contrat.

Le Mandataire pourra le cas échéant surseoir à la demande de modification de profil notamment s'il s'avère que le nouveau profil de gestion choisi ne correspond pas aux objectifs et au profil de risque de l'adhérent/souscripteur.

• Par Suravenir :

Afin de réaliser dans les meilleures conditions les objectifs du (des) profil(s) du mandat, Suravenir peut, en cours d'exercice du mandat, substituer tout autre professionnel de la gestion d'actifs à la société de gestion ou conseil en investissement (CIF) présenté(e) dans la définition des profils de gestion à l'article 2b.

C. RÉSILIATION

• Par l'adhérent/souscripteur :

L'adhérent/souscripteur a la possibilité, à tout moment, d'opter pour la gestion libre ou pour tout autre mode de gestion éventuel proposé par le contrat.

La résiliation prend effet au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant la date de réception de la demande par Suravenir, sous réserve de la réception de l'ensemble des pièces justificatives et qu'aucun autre acte de gestion ne soit en cours de traitement sur le contrat.

Lors de la résiliation du mandat d'arbitrage, le contrat demeure investi sur les supports de la dernière allocation du mandat, exceptés pour les supports non éligibles à la gestion libre dont le capital concerné est automatiquement arbitré vers le fonds en euros Suravenir Rendement.

Si des versements programmés sont en place à la résiliation du mandat, ils se poursuivent sur les supports de la dernière allocation du mandat.

S'il opte pour la gestion libre, l'adhérent/souscripteur retrouve dès lors sa faculté de sélectionner les supports d'investissement, de procéder aux arbitrages et de modifier la répartition des versements programmés de son contrat.

• Par le Mandataire :

Conformément à l'article 2003 du Code Civil, le Mandataire peut renoncer au mandat. La renonciation devra être signifiée à l'adhérent/souscripteur 3 mois au minimum avant la date de son application.

D. DURÉE

Le mandat est conclu pour la durée d'adhésion/souscription du contrat.

Dans le cadre des contrats Croissance Avenir et Croissance Vie, le mandat prendra fin à la date d'échéance du contrat, au moment du rachat total du contrat, au moment de la conversion en rente du contrat, au décès de l'adhérent/souscripteur, à la résiliation ou cessation du mandat.

Dans le cadre des contrats Croissance Avenir Capitalisation et Croissance Capitalisation, le mandat prendra fin à la date d'échéance du contrat, au moment du rachat total du contrat, au moment de la conversion en rente du contrat, à la résiliation ou cessation du mandat.

En cas de prorogation du contrat, le mandat d'arbitrage (« gestion pilotée ») sera automatiquement prorogé aux conditions en vigueur à la date d'échéance.



Siège Social : 9 rue Alsace Lorraine, 31000 Toulouse.
Société à responsabilité limitée, RCS TOULOUSE SIREN : 509 041 489.
EPARGNISSIMO est enregistré à l'ORIAS sous le numéro : 09 049 292.
www.epargnissimo.fr



Siège social : 232 rue Général PAULET – BP 103 – 29802 BREST CEDEX 9
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital entièrement libéré de 440 000 000 €.
Société mixte régie par le code des assurances – SIREN 330 033 127 RCS Brest.
Société soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) (61, rue Taitbout, 75436 PARIS Cedex 9)